



COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL des organisations du Conseil Départemental des Yvelines

Les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT, FA et FO du Conseil Départemental des Yvelines alertent le personnel de la collectivité sur le projet de loi de transformation de la Fonction publique. Le Président de la République et le gouvernement comptent faire adopter au Parlement, d'ici au début de l'été, une loi dite de transformation de la Fonction publique dont nombre de dispositions ont une portée inquiétante tant pour les agent-e-s et les citoyen-ne-s que pour l'avenir de la Fonction publique.

Le gouvernement pratique le double langage en prônant la modernisation de la Fonction publique et le respect des agent-e-s public-que-s, alors même qu'il ne revalorise pas leur rémunération, qu'il supprime des postes, engendrant une forte dégradation des conditions de travail, et veut affaiblir leurs droits et garanties.

Il en est ainsi, par exemple, de la mise en place d'une instance unique en lieu et place des comités techniques et CHSCT, instance qui risque de diluer et amoindrir les actions dans des domaines essentiels de la sécurité, de la santé et de la vie au travail.

C'est aussi le cas avec la suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité, mesure qui va favoriser une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire.

Avec le recours au recrutement accru à tous les niveaux de contractuel-le-s, la précarité sera encore aggravée particulièrement avec des contrats de mission à durée déterminée pouvant être rompus à tout moment.

Par ailleurs, aucune amélioration substantielle des garanties collectives ni sécurisation des parcours professionnels n'est envisagée pour les contractuel-le-s pas plus qu'un encadrement plus strict des conditions de recrutement et de formation.

De plus, c'est l'égalité d'accès aux emplois publics et les garanties de neutralité de l'agent public qui sont menacées.

Au final, ce projet de loi s'attaque à des pans entiers des statuts de la Fonction publique et à l'avenir même des services publics puisqu'il prévoit également des mesures facilitant l'externalisation des services.

Pour ces raisons, les organisations syndicales CFDT, CGT, FA et FO du Conseil Départemental des Yvelines appellent les agents du CD 78 qui le souhaiteront à agir par la grève le jeudi 9 mai prochain, à participer aux initiatives et à la **manifestation organisée sur Paris à 14h Place DENFERT ROCHEREAU.**

**Contre le projet de loi de transformation de la Fonction publique,
Pour nos conditions de travail et l'avenir de la Fonction publique,
Jeudi 9 mai, ensemble, agissons !**